



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# 100 EUROS POUR LES PAUVRES, DES MILLIARDS POUR LES RICHES ? ÇA SUFFIT COMME ÇA!

## PAR NOS LUTTES, IMPOSONS L'AUGMENTATION DES SALAIRES, DES RETRAITES ET DES ALLOCATIONS

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 3 NOVEMBRE 2021

Alors que les prix de l'énergie, de l'alimentation, des loyers et d'autres produits de première nécessité explosent, le gouvernement prétend régler nos problèmes de pouvoir d'achat avec une aumône de 100 euros, distribuée une seule fois aux 38 millions de personnes gagnant moins de 2 000 euros par mois.

Un vrai « foutage de gueule » qui ne compense pas les centaines d'euros en plus qui s'accumulent dans les dépenses et les factures depuis des mois. Même si cette mesurette reconnaît qu'avec moins de 2 000 euros par mois, on ne peut pas s'en sortir aujourd'hui.

Comme le clamait une banderole récente des gilets jaunes à Rouen, ce n'est pas l'aumône qu'on réclame : « *on veut du pouvoir vivre* » ! Et vivre dignement - pas seulement survivre - avec son salaire, sa pension ou son allocation.

### ILS REMPLISSENT NOTRE POCHE GAUCHE EN PUISANT DANS LA DROITE

Le pire, c'est que tout cela sera une fois de plus financé avec de l'argent public, c'est à dire le nôtre, celui des impôts et des taxes payées par tous les travailleurs, imposables ou pas, notamment par le biais de l'impôt le plus injuste qui soit : la TVA.

Car dans la continuité des bidouillages mis en place par les gouvernements successifs de « gauche » comme de droite pour ne surtout pas augmenter le SMIC ou les salaires, les 100 balles de Castex ne coûteront pas un centime aux entreprises.

### QUAND LES CAPITALISTES S'EMPIFFRENT SUR NOTRE DOS

Et pourtant l'argent, il regorge dans les poches des capitalistes. Les 50 milliards de bénéfices des sociétés françaises du CAC 40 donnent une idée de ce qui pourrait être récupéré.

Sans parler du montant de la fraude fiscale, rien qu'en France, avec une estimation de 80 à 100 milliards d'euros par an cachés dans les paradis fiscaux.

Et alors que nos salaires restent bloqués et que notre pouvoir d'achat s'effondre, le nombre des milliardaires français est passé de 95 à 109 pendant la pandémie.

Quant au patrimoine cumulé des 500 plus grosses fortunes du pays, il avoisine les 1 000 milliards d'euros, en augmentation de 30 % sur un an !

### AUGMENTER LES SALAIRES !

A l'heure où le gouvernement se vante d'une sortie de crise plus rapide que prévue, qu'il relève sa prévision de croissance pour 2021 et que les profits s'envolent, il est plus que temps d'aller leur reprendre... ce qu'ils nous volent quotidiennement.

Alors que les mouvements de mécontentement se multiplient dans certaines entreprises ou dans la rue, le gouvernement a peur de notre colère. Parce qu'elle pourrait déboucher sur un « tous ensemble » si nous nous en donnions les moyens. C'est d'ailleurs la raison du misérable « chèque inflation » dégainé par Castex.

Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un chèque donné une fois pour toutes, mais d'une augmentation mensuelle des salaires, des pensions et des allocations de 400 euros pour toutes et tous.

Ce qu'il faut imposer, c'est que pas un salaire, pas une pension, pas une allocation ne soit en dessous de 2 000 euros nets puisque même ce gouvernement reconnaît qu'il est impossible de faire face aux dépenses en dessous de ce seuil.

Et si les prix continuent d'augmenter ? Il faut que salaires, pensions et allocations augmentent dans la même proportion, en mettant en place un mécanisme d'indexation, mais sur l'inflation réelle.

Mais pour mettre en place ces mesures d'urgence, il va falloir des luttes qui se généralisent à l'ensemble du monde du travail.

C'est ce que défend notre candidat Philippe Poutou pour les élections présidentielles.

C'est ce qu'il nous reste à construire partout, et surtout, sans attendre parce qu'il y a urgence.



## **ACCORD DE COMPÉTITIVITÉ : DE MEO DOIT REMBALLER SON PROJET !**

Ça doit être ça la fameuse « *Renaulution* » chère à l'actuel directeur général de Renault. Effrayée par les premières réactions de colère des travailleurs de Cléon qui pourraient s'étendre aux autres usines et faire capoter son futur « accord de compétitivité », la direction manœuvre pour tenter de cacher la gravité des attaques qu'elle s'apprête à porter.

D'où cet incroyable « *Pas de question sans réponse* » adressé à la hiérarchie où elle pousse la provocation jusqu'à écrire qu'elle ne répondra aux questions des travailleurs qu'après la signature de l'accord !

Une preuve supplémentaire que cet accord qui va pourrir la vie de tous et toutes est inacceptable. Et que les travailleurs ont toutes les raisons pour se retrouver encore plus nombreux dans la grève ce jeudi, pour construire une mobilisation qui se poursuive et se renforce jusqu'au retrait du projet !

## **LIQUIDATION DE LA SAM DECAZEVILLE RENAULT ET L'ÉTAT À LA MANŒUVRE**

En redressement judiciaire depuis 2019, cette fonderie aluminium dont Renault est quasiment l'unique client est menacée de liquidation pure et simple avant fin 2021. Contre ce désastre annoncé, les 350 salarié.e.s en lutte depuis deux ans pour sauver le site et les emplois ont organisé une journée « usine morte » le 26 octobre dernier ; prochaine journée de mobilisation le 4 novembre.

Depuis deux ans, ils et elles sont inondé.e.s de larmes de crocodile des élu.e.s de tous bords, et baladés de table ronde en table ronde. Mais Renault refuse de s'engager sur un niveau de commandes à long terme. Et l'Etat actionnaire ne veut rien imposer à Renault. Un véritable scandale !

## **HÔPITAUX AU BORD DU PRÉCIPICE DROIT À LA SANTÉ EN DANGER**

Un lit sur cinq fermé faute de personnel dans les grands hôpitaux en France. Un chiffre effrayant dévoilé par le président du Conseil scientifique (Covid) lui-même.

Le ministre Olivier Véran peut essayer de minimiser la gravité de la situation, la réalité est là. Les personnels sont épuisés par des conditions de travail devenues insupportables, et pas seulement à cause du Covid. Ils et elles n'en peuvent plus de ne pas pouvoir faire correctement leur travail, de ne pas pouvoir accorder assez d'attention à leurs patients. Un épuisement et une perte de sens qui conduit nombre d'entre eux et d'entre elles à quitter l'hôpital avant le « burn out ».

Résultat : les fermetures de lits, et même de services entiers; l'enfer pour les personnels restants, les files d'attente sur des brancards aux urgences; les opérations reportées, les cancers non soignés, et une situation particulièrement catastrophique dans les services de pédiatrie, en plein boom des bronchiolites.

Au-delà des personnels hospitaliers eux-mêmes, la question concerne toute la société: c'est le droit à la santé qui est gravement menacé.

## **CHÔMAGE : DE QUI SE MOQUE-T-ON ?**

On nous explique que la situation économique s'améliore, que le nombre d'emplois n'a jamais été aussi élevé et que finalement, avec un million d'offres sur Pôle Emploi, ce serait la faute des chômeurs s'ils ne travaillaient pas. Il serait donc naturel et normal de réformer l'assurance chômage pour forcer les gens à « *reprendre le chemin du travail* », notamment en baissant les indemnités.

D'abord, sur ce soi-disant million d'emplois, seuls 87 515 sont des CDI à temps plein payés au minimum: le SMIC. Ensuite, ce chiffre d'un million est tout simplement faux.

La CGT a organisé une étude sur un échantillon d'offres. Le résultat est sans appel : 54% sont illégales, mensongères ou bidons. Il existe, parmi ce million d'offres, des doublons, des triplons, voire beaucoup plus. On a pu observer une offre présentée 109 fois pour la recherche d'un musicien ! Une chose est certaine : derrière ce nombre d'un million d'offres d'emploi, il n'y a pas un million d'emplois et quand bien même, il y a 5,5 millions de chômeurs en France. Une seule solution, la réduction drastique du temps de travail pour permettre à toutes et tous de travailler.

## **ÉTÉ OU HIVER : UN TOIT, C'EST UN DROIT !**

Début novembre commence la trêve hivernale : jusqu'au 31 mars suivant, personne, en principe, ne peut être expulsé de son logement.

La loi permet pourtant d'expulser de leur lieu d'habitation les « sans abri » qui se sont construits des campements de fortune ou squattent des bâtiments non utilisés, ou encore les personnes dont la demande d'asile a été définitivement refusée. En plein hiver, sans aucune solution alternative. Plusieurs familles hébergées chez Adoma à St Aubin les Elbeuf sont concernées.

**Le Comité Anti-Expulsions Urgence Logement appelle toutes les personnes de bonne volonté à se rassembler devant l'immeuble Adoma, rue Voltaire à Saint Aubin les Elbeuf, le samedi 6 novembre à 11h00.**

Le NPA soutient cette initiative. Soyons nombreuses et nombreux à le rappeler aux pouvoirs publics: hiver ou pas, quelles que soient les personnes concernées, la mise à la rue sans solution alternative est une atteinte intolérable à la dignité humaine.

**MAIL POUR NOUS CONTACTER:**  
site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)  
site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**  
[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique